

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE: LES MARCHÉS DU GAZ NATUREL EN MUTATION

Les rapports de force sur les marchés du gaz naturel ont changé en l'espace de peu de temps. L'exploitation très rapide de ressources de gaz naturel non conventionnel a contribué à une surabondance de gaz et mis les pays producteurs traditionnels dans une situation difficile. La sécurité énergétique des Etats consommateurs s'en trouve accrue. Mais le potentiel mondial d'extraction de gaz naturel non conventionnel reste incertain. La situation du marché pourrait, à moyen terme, rechanger en faveur des producteurs. L'UE devrait poursuivre ses efforts en vue de renforcer la sécurité énergétique en diversifiant l'approvisionnement.



Le président russe Medvedev écrit «Bonne chance!» sur le gazoduc Nord Stream, le 10 avril 2010

On peut observer une révolution insidieuse sur les marchés du gaz naturel. Il y a quelques années encore, les producteurs étaient en position forte. Les prix du gaz, indexés sur celui du pétrole, augmentaient rapidement. C'était non seulement le cas des marchés du gaz régionaux traditionnels où le gaz est acheminé des Etats producteurs aux Etats consommateurs par des gazoducs, mais aussi et surtout du gaz naturel liquéfié (GNL) transportable mondialement qui s'est imposé ces dernières années. Une demande en hausse et des capacités limitées ont permis aux producteurs de dicter tant le prix que la politique dans le secteur du gaz naturel.

Aujourd'hui, la situation est différente: d'un marché vendeur, le gaz est devenu un marché acheteur, ce qui s'explique en partie par la crise économique qui se mani-

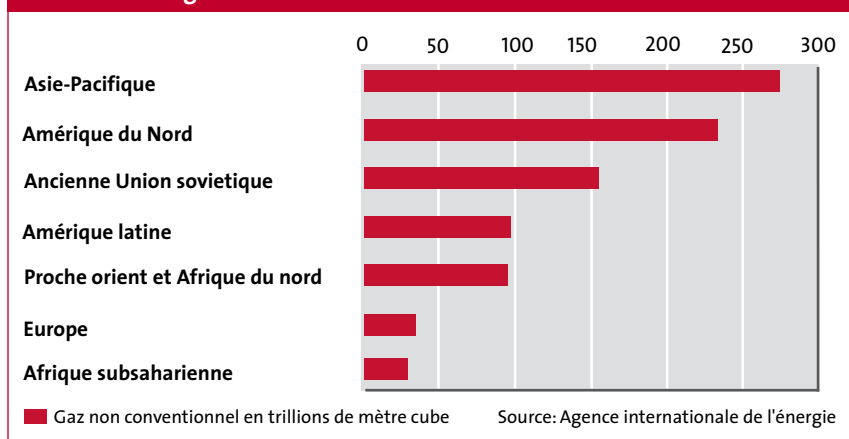
festes par une baisse de la demande de gaz. Mais la détente sur le marché du gaz s'explique aussi par l'exploitation croissante de ressources de gaz naturel «non conventionnel». On trouve à l'avant-plan le gaz de schiste («shale gas»), qui peut être exploité de manière plus rentable depuis peu grâce à de nouvelles technologies d'exploration et de forage. Les Etats-Unis, qui disposent d'énormes gisements de gaz naturel non conventionnel et prennent de plus en plus le pas sur la Russie, jusqu'à présent plus grand producteur de gaz, sont la force motrice derrière ce développement. Mais de nombreux autres Etats les ont aussi rejoints, puisqu'il se pourrait que les gisements mondiaux de gaz de schiste soient, selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie, jusqu'à cinq fois supérieurs aux réserves prouvées dans l'exploitation de gaz naturel traditionnel.

Une restructuration potentiellement profonde des marchés du gaz naturel avec de nouveaux producteurs et un pouvoir de marché plus faible des fournisseurs traditionnels s'ébauche sur cette toile de fond. Face à la sécurité d'approvisionnement des Etats occidentaux, il convient de trouver cette restructuration positive. Il convient cependant de mettre en garde contre des attentes démesurées. Il y a encore en effet de gros points d'interrogation en ce qui concerne la quantité de gaz non conventionnel effectivement exploitable. Il se pourrait qu'une nouvelle tension se produise plus vite que prévu sur le marché, notamment en raison d'une forte hausse de la demande dans les Etats non membres de l'OCDE. Les matières premières ont un caractère résolument conjoncturel. Les Etats consommateurs devraient tenir compte de ces facteurs dans leur politique vis-à-vis des Etats fournisseurs traditionnels – même si ces derniers ne peuvent pas penser pour le moment, en raison de la surabondance de gaz, à des mesures telles qu'une limitation du volume d'extraction ou même la création d'un cartel similaire à l'OPEP.

Des producteurs en réserve

L'évolution galopante de la production de gaz de schiste s'explique par les prix élevés du gaz des dix dernières années qui ont rendu économiquement intéressant le marché du gaz non conventionnel, auparavant peu rentable. Les producteurs de gaz ont été surpris par ce développement. Les Etats-Unis ont produit depuis 2007 l'équivalent de 40 millions de tonnes de gaz liquéfié par an dans le secteur non conventionnel, soit à peu près la moitié de la production

Ressources de gaz naturel non conventionnel selon les estimations de l'AIE



américaine de gaz. La rentabilité est tout à fait concurrentielle. Le gaz qualifié de non conventionnel devient donc graduellement la norme, du moins aux Etats-Unis.

Des producteurs de gaz comme le Qatar et quelques Etats d'Afrique de l'Ouest ont cependant investi massivement dans le gaz naturel liquéfié ces dernières années. A la suite de la forte baisse de la demande et de la hausse de la production de gaz de schiste, ils ont aujourd'hui un surplus de 80 millions de tonnes de GNL. Le gaz acheminé par gazoduc est lui aussi bien moins acheté aujourd'hui que ne l'avaient laissé supposer les pronostics d'il y a encore quelques années. La surabondance de gaz qui en résulte a déjà eu une grande répercussion sur le prix du marché au comptant Henry Hub aux Etats-Unis. La suppression qui se dessine du marché américain, qui est longtemps passé pour le marché clé de l'avenir du gaz naturel, est un revers amer pour les producteurs de GNL.

Si l'importance de l'Europe comme débouché s'en trouve accrue, la Russie et les producteurs du Proche-Orient, d'Afrique du Nord, de Scandinavie et d'Asie centrale luttent pour obtenir ses parts de marché. Il se pourrait que l'offre excessive continue d'augmenter en conséquence, d'autant plus qu'une partie du GNL prévu initialement pour les Etats-Unis se retrouve désormais sur le marché européen. En 2008 encore, Gazprom avait prédit que les prix du gaz allaient tripler en Europe pour passer à 1500 US\$ les mille mètres cubes. En réalité, les prix ont cependant chuté à 300 US\$ l'année dernière et ont déjà baissé en dessous de cette valeur en 2010. Les Européens ont eux aussi commencé à sonder des champs d'exploitation possibles à la recherche de gaz de schiste. Ils espèrent pouvoir, à l'instar des Etats-Unis, diminuer à l'avenir leur dépendance par rapport aux importations.

Etant donné ces évolutions, les géants énergétiques européens comme Eon, Gdf-Suez et Eni ont commencé, pour les contrats de livraison de gaz naturel de longue durée avec Gazprom, à œuvrer au découplage du prix du gaz avec celui du pétrole et à obtenir de plus grandes parts du marché au comptant. Les gouvernements européens sont cependant plus prudents à ce sujet car ils veulent éviter une confrontation avec la Russie pour des raisons politiques. L'Allemagne, par exemple, reste par conséquent fidèle au projet de gazoduc Nord Stream bien que son besoin ne soit, du point de vue du marché, que limité à l'heure actuelle. Il ne faut cependant pas s'y méprendre, les forces se sont déplacées en Europe en faveur des consommateurs – principalement aux dépens de la Russie en tant que plus grand fournisseur de gaz de l'UE.

En Asie, les perspectives ne sont que modérément meilleures pour les producteurs. La Chine a certes annoncé qu'elle allait augmenter à 10% minimum la part de gaz dans son mix énergétique total. Elle a donc acheté par exemple au Qatar des parties de son surplus de gaz naturel liquéfié. Mais le prix est bas. Le pouvoir de marché de la Chine ne cesse d'augmenter en outre, ce qui est non seulement dû à la baisse de la demande de la Corée du Sud et du Japon, mais aussi à la stratégie de diversification de Pékin. La Chine est par exemple devenue le plus grand acheteur de gaz de couche australien (une autre source de gaz non conventionnel). Elle veut aussi exploiter à l'avenir ses propres gisements de gaz non conventionnel. Elle diversifie simultanément son réseau de fournisseurs traditionnels. Cet élargissement des options d'approvisionnement de la Chine pose en particulier un gros problème pour la Russie, puisque Gazprom avait supposé qu'elle pourrait écouler les livraisons de gaz sibérien cher sur le marché chinois.

Des impondérables

En raison des développements actuels, les producteurs comme la Russie, l'Iran, le Venezuela et l'Algérie ne se trouvent certes pas encore confrontés à des problèmes économiques insurmontables, mais ils ont raison de s'inquiéter. Il en va de même pour les Etats du Golfe qui ont déjà dû baisser massivement leurs coûts de production. Les Etats consommateurs se retrouvent quant à eux dans une position avantageuse inespérée. Les Etats-Unis sont indubitablement le plus grand gagnant, puisque la dépendance de leur approvisionnement est réduite à un point auquel ils avaient vainement aspiré pendant de nombreuses années. Leur liberté d'action politique par rapport aux Etats producteurs s'en trouve elle aussi accrue. Mais les Européens et la Chine eux non plus ne sont plus pris dans un étroit corset énergétique comme il y a encore quelques années, ce qui augmente aussi leurs marges de manœuvre en matière de politique étrangère et leur sécurité énergétique.

Bien que les marchés favorisent pour le moment les consommateurs, il convient cependant d'exprimer deux réserves. Il faut s'attendre d'une part, dans un monde caractérisé par une offre excessive de gaz, à ce que l'on injecte moins de moyens financiers dans l'exploitation d'énergies renouvelables. Aux Etats-Unis, les conditions ont déjà tellement changé que Washington ose aujourd'hui sortir du charbon en faveur du gaz. Une telle démarche en vue de réduire les émissions sera judicieuse du point de vue climatique et associée, du point de vue économique, à des sacrifices bien moindres que le développement des énergies renouvelables – ou la construction de nouvelles centrales atomiques. En Europe en particulier, le fait que la pondération plus importante du gaz dans le mix énergétique puisse se faire en partie aux dépens des énergies renouvelables devrait cependant être enregistré avec malaise en maints lieux.

Il ne faut pas exclure d'autre part que le volume futur de gaz de schiste extrait soit nettement inférieur aux attentes et pronostics actuels. La majorité des analyses sur le gaz non conventionnel repose en effet jusqu'à présent sur les gisements potentiels et non pas sur le volume d'extraction à proprement parler. Il manque encore dans la plupart des régions des connaissances solides sur les ressources de gaz de schiste exploitables. Il n'y a pas très longtemps que l'Europe a par exemple

commencé à classer systématiquement les gisements correspondants. Il se pourrait que le potentiel de production soit dans l'ensemble inférieur à celui des États-Unis en raison des structures géologiques moins spacieuses.

Des préoccupations d'ordre écologique, dont la plupart ont trait à la grande consommation d'eau et aux produits chimiques ajoutés, pourraient devenir un obstacle à l'exploitation du gaz naturel non conventionnel. Aux États-Unis, l'Environmental Protection Agency a déjà fait connaître ses réserves. Dans l'espace européen très peuplé, l'aspect écologique pourrait devenir un point central des débats sur le gaz de schiste. Mais les coûts vont eux aussi jouer un rôle, en particulier pour les marchés où les gisements de gaz naturel se trouvent dans des couches très profondes de la Terre, comme en Allemagne, en Hongrie, en Autriche et en Ukraine. L'Asie aussi va devoir examiner les coûts de production. Tous les gaz de schiste ne se ressemblent pas, c.-à-d. que les coûts peuvent varier en fonction des conditions géologiques.

Il est certain que le monde aura aussi besoin à l'avenir de grandes quantités de gaz: l'Europe en raison de ses directives écologiques, l'Asie pour stimuler la croissance économique, les États-Unis pour réduire leur dépendance énergétique et les États producteurs pour répondre à la hausse de leur demande intérieure. Mais il faut d'abord voir si l'hypothèse actuelle selon laquelle le gaz sera disponible en excédent à l'avenir s'avère vraie. Plusieurs experts prédisent de nouvelles pénuries dans trois à quatre ans, des pénuries qui s'expliquent surtout par la faim énergétique de la Chine et de l'Inde. Mais il reste des impondérables du côté de l'offre, la politique future des producteurs traditionnels y jouant un rôle à côté de l'évolution du gaz de schiste.

Un cartel gazier?

L'Algérie, pays hôte de la dixième rencontre des ministres des onze États membres du *Forum des pays exportateurs de gaz* (FPEG) en avril 2010, a insisté sur une restriction du marché au comptant et sur des entretiens relatifs à la création d'un cartel des producteurs de gaz à l'instar de l'OPEP. Le Qatar et la Russie ont opposé un refus à ces efforts pour le moment. Les deux pays tirent bien profit des produits complémentaires et des sous-produits sur le marché gazier et n'ont à l'heure actuelle aucun intérêt à s'engager pour une limite inférieure des prix du gaz sur le marché au comptant.

Forum des pays exportateurs de gaz

- Créé en: 2001
 - Siège: Qatar
 - Membres: Algérie, Bolivie, Égypte, Guinée équatoriale, Iran, Libye, Nigeria, Qatar, Russie, Trinidad et Tobago, Venezuela
 - Observateurs: Kazakhstan, Norvège
- www.gecforum.com ✉

On ne peut toutefois pas en conclure que les producteurs ne s'intéressaient pas en soi au montant du prix au comptant. Même si le marché au comptant est encore toujours relativement petit dans le secteur gazier, la question de savoir pendant combien de temps les producteurs de gaz peuvent et veulent subir les chutes de prix reste en suspens. Il est en outre difficile d'évaluer comment ces États réagiront si les prix au comptant bas préparent la voie à d'autres renégociations de contrats de livraison de longue durée. Moscou a dans tous les cas clairement fait entendre qu'elle veut rester fidèle à l'indexation sur le prix du pétrole pour ses principaux gazoducs.

Si les États consommateurs exercent une pression trop grande sur les producteurs, l'Algérie ne sera pas la seule à exiger à l'avenir une restriction des livraisons pour les marchés au comptant. Et au cas où le Qatar peut vendre vers l'Asie la majeure partie de ses nouvelles capacités de gaz liquéfié à l'aide de contrats de livraison de longue durée, il se peut qu'il trouve positive une limite inférieure pour les prix sur les marchés au comptant, dans le sens d'une assurance à long terme de ses revenus gaziers. Le fait est que les marchés gaziers, orientés jusqu'à présent sur le régional, se transforment graduellement en marché mondial grâce au gaz liquéfié. Si cette tendance se poursuit malgré le gaz de schiste, les chances d'un cartel gazier mondial efficace augmenteraient. L'harmonisation croissante des prix au comptant (l'Europe et l'Asie s'orientant sur le prix Henry Hub aux États-Unis) et la perte d'importance de l'indexation sur le prix du pétrole agissent dans le même sens en faveur du prix libre du gaz.

Même si un cartel gazier est encore une illusion étant donné la surabondance de gaz actuelle, l'importance du FPEG devrait augmenter parallèlement à la baisse des surplus de gaz. Outre une hausse de la demande, les faibles investissements effectués actuellement par les producteurs pourraient aussi entraîner de nouvelles pénuries. La Russie ne recontractera de

grosses obligations que si la demande augmente et les prix montent. Le Qatar a fait expressément entendre qu'il adoptera pour le moment un comportement passif. La Libye est de plus en plus réticente aux investissements étrangers en amont sur son territoire. L'Algérie hésite à gaspiller des livraisons précieuses sur un marché acheteur. L'Iran continuera de donner la priorité à son projet nucléaire au détriment de l'exploitation du gaz naturel. Des limites continuent d'être imposées aux quantités exploitées en Irak en raison des réalités politiques. Les anciens poids lourds du gaz liquéfié comme la Malaisie hésitent finalement à développer la nouvelle production conventionnelle de gaz liquéfié et restent désorientés par la dynamique du secteur du gaz non conventionnel.

Nécessité d'une vision à long terme

Même si le gaz naturel est aujourd'hui un marché acheteur, son évolution à moyen et long terme n'est guère prévisible. Si l'exploitation de gaz naturel non conventionnel s'impose en grand style, les pays producteurs auront des difficultés tant sur le plan économique que politique. Mais comme ce n'est en aucun cas certain et comme la chance peut vite tourner, les consommateurs feraient bien de ne pas trop faire pression sur les producteurs de gaz naturel conventionnel dans les prochaines années.

Pour l'Europe, cela veut dire d'une part que des investissements importants s'imposent sûrement dans des technologies nouvelles aussi respectueuses de l'environnement que possible dans le domaine du gaz de schiste. Mais l'UE devrait d'autre part aussi ne pas relâcher ses efforts en vue de renforcer la sécurité énergétique en diversifiant l'approvisionnement et en libéralisant le marché. Elle devra ce faisant s'habituer au fait qu'elle pourrait à l'avenir se retrouver en concurrence acharnée pour le gaz surtout avec l'Asie – alors que les États-Unis courent bien moins le risque d'être confrontés à des pénuries d'approvisionnement dans un avenir prévisible.

■ Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch

■ Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch